



[Supprimez la photo ci-dessus et insérez celle choisie pour votre article. Ajoutez le crédit photo et la légende ici]

LE DROIT À UN AVENIR

Autonomiser les réfugiés de Syrie et les États d'accueil pour surmonter la crise qui se prolonge

Face au conflit en Syrie qui n'en finit pas, il n'est pas possible d'envisager dans un avenir proche que les quatre millions de Syriens contraints de fuir leur pays retournent chez eux dans de bonnes conditions de sécurité. Alors que l'impact de la crise sur les pays voisins s'intensifie et que l'aide humanitaire se tarit, la situation de ces réfugiés ne fait que s'aggraver.

Ce document d'information appelle à l'adoption d'une approche nouvelle par la communauté internationale, y compris les voisins de la Syrie : une approche qui apporte espoir, sécurité et dignité aux millions de réfugiés, et qui leur donne une chance de contribuer à la société et à l'économie de leurs pays d'accueil.



DRG DANISH
REFUGEE
COUNCIL



NRC
NORWEGIAN
REFUGEE COUNCIL



RÉSUMÉ

Depuis près de cinq ans maintenant, le monde assiste à l'une des plus grandes crises de déplacement depuis la Seconde Guerre mondiale. Fuyant un conflit aux effets dévastateurs qui a fait plus de 250 000 morts, plus de 4 millions de personnes ont quitté la Syrie¹ pour trouver provisoirement refuge dans les pays voisins. Cette année, poussés par la perte d'espoir et l'aggravation des conditions de vie dans tout le Moyen-Orient, les réfugiés syriens ont décidé, en plus grand nombre que jamais, de migrer vers l'Europe malgré les risques que cela présente. Leur arrivée n'a fait que souligner plus clairement la nécessité d'adopter une approche radicalement nouvelle pour gérer les déplacements massifs de population dans l'ensemble de la région euro-méditerranéenne.

La plupart des crises de réfugiés durent dix ans ou plus,² et il y a peu de raisons de penser que l'actuelle crise en Syrie échappera à cette tendance. Alors que la situation à l'intérieur de la Syrie continue de s'aggraver, il n'est pas possible d'envisager dans un avenir proche le rapatriement des réfugiés dans de bonnes conditions de sécurité. Dans le même temps, les principaux pays d'accueil des réfugiés (la Turquie, l'Irak, le Liban, l'Égypte et la Jordanie) sont tous confrontés à d'immenses difficultés économiques et sociales en conséquence directe de la crise. Celles-ci se manifestent sous la forme de changements démographiques localisés et de pression exercée sur les infrastructures, les services publics et les marchés du travail.

Devant l'ampleur et la durée de la crise, les interventions humanitaires d'urgence, aussi indispensables soient-elles, ne suffisent plus. L'aide humanitaire doit dorénavant être étayée d'approches plus durables pour aider les réfugiés et les communautés d'accueil à faire face à moyen et à long termes. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les États voisins de la Syrie, en coopération avec des organismes humanitaires et des bailleurs de fonds internationaux, ont pris de plus en plus conscience de cette réalité. Ensemble, ils ont élaboré ce qu'on appelle un « programme de résilience »³ pour aider les pays d'accueil des réfugiés à faire face au poids énorme associé à la prise en charge des réfugiés en provenance de Syrie.

Quant aux réfugiés à proprement parler, c'est bien le renforcement de leur vulnérabilité, et non pas de leur résilience, qui est la norme. De plus en plus de réfugiés se voient obligés de faire des choix désespérés. Les enfants sont contraints de quitter l'école et de travailler dans l'illégalité, on oblige les filles à se marier avant l'heure, et beaucoup n'ont guère d'autre choix que de risquer leur vie en entreprenant des voyages périlleux en bateau dans l'espoir d'atteindre l'Europe, voire même que de retourner en Syrie.

Cette note d'information souligne les besoins pressants auxquels les réfugiés et les communautés d'accueil sont confrontés, et elle décrit des pistes envisageables en vue de l'adoption d'une approche nouvelle par les États voisins de la Syrie et la communauté internationale. Cette approche offrirait espoir, sécurité et dignité aux

millions de personnes qui ont fui la Syrie, et leur donnerait la possibilité de contribuer à la société et à l'économie de leurs pays d'accueil en leur offrant davantage de possibilités économiques et sociales en tant que réfugiés.

Une telle approche nécessite que les pays d'accueil remédient aux obstacles juridiques et politiques qui empêchent les réfugiés de se faire une vie dans la dignité pendant leur déplacement provisoire. Elle accorde une attention particulière aux questions de la légalité de leurs séjours dans les pays d'accueil ainsi que de leur capacité à mieux subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles et à avoir accès à des services. La communauté internationale quant à elle doit reconnaître qu'il n'est pas possible d'attendre des États accueillant les réfugiés de prendre à eux seuls ces mesures indispensables, qui n'en ont de toute façon pas les moyens. Cela suppose une prise d'engagement de sa part à assurer un financement et des investissements à long terme, stables et prévisibles dans le renforcement des capacités techniques des pays d'accueil pour gérer le déplacement de ces populations et ses conséquences.

L'alternative est un avenir marqué par les occasions manquées, non seulement pour les millions de réfugiés en provenance de Syrie, mais aussi pour les pays voisins qui passeraient à côté de la contribution positive que ces réfugiés peuvent apporter.

Pour relever les défis présentés aux réfugiés et aux pays qui les accueillent, six organisations appellent les bailleurs de fonds internationaux et les États accueillant des réfugiés à travailler ensemble sur cinq domaines différents :

- **Veiller à ce que le « programme de résilience » profite aux plus vulnérables.** Le programme de résilience doit inclure tous ceux qui sont touchés par le déplacement : il doit profiter ainsi autant aux réfugiés qu'aux membres vulnérables des communautés d'accueil.
- **Permettre aux réfugiés syriens de résider dans les pays voisins légalement et sans discrimination.** Les démarches pour maintenir la validité des pièces d'identité et d'enregistrement doivent être claires, accessibles et abordables.
- **Autoriser les réfugiés de Syrie à avoir accès aux services de base**, notamment à des services d'éducation, de soins médicaux et de logement qui sont adéquats et abordables, sans compromettre la qualité des services publics pour les communautés d'accueil. Il faut pour cela investir lourdement dans les institutions et les infrastructures nationales pour améliorer la prestation de services.
- **Aider les réfugiés à être plus autonomes** en leur offrant de meilleurs moyens de subsistance, sans pour autant nuire à l'économie des communautés d'accueil. Les bailleurs de fonds et les pays d'accueil doivent œuvrer ensemble en vue de débloquer les contributions économiques que les réfugiés pourraient apporter pour subvenir à leurs besoins de première nécessité, tout en bénéficiant également aux pays où ils résident temporairement.
- **S'assurer que les pays voisins de la Syrie reçoivent un soutien adéquat** pour changer les politiques et les pratiques visant à permettre aux réfugiés et aux communautés les accueillant de mieux faire face à la situation, en attendant de trouver une solution politique au conflit en Syrie et des possibilités pour assurer le rapatriement des réfugiés en toute sécurité, ou leur réinstallation ou d'autres formes d'admission dans des pays tiers.

NOTES

- 1 Voir par exemple HCR, « Réponse régionale aux réfugiés syriens, portail de partage de renseignements entre les organismes », <http://Data.unhcr.org/syrianrefugees/Regional.php> , consulté la dernière fois le 29 octobre 2015
- 2 Crawford, Cosgrave, Haysome et Walicki, « Protracted Displacement: Uncertain paths to self-reliance in exile », Overseas Development Institute, septembre 2015, p.5, <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9851.pdf>, consulté la dernière fois le 31 octobre 2015
- 3 Le PNUD organisera un forum de renforcement de la résilience les 8-9 novembre 2015 en Jordanie. Ce forum réunira les principaux acteurs humanitaires et parties prenantes du développement pour opérer un changement de cap radical dans la manière dont la communauté internationale répond à la crise qui persiste en Syrie ainsi que dans la région avoisinante. Voir <http://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/events/2015/november/8-9-november---resilience-development-forum.html>, consulté la dernière fois le 31 octobre 2015

© Oxfam International novembre 2015

Ce document a été rédigé par David Andres-Vinas, Daniel Gorevan, Martin Hartberg, Melissa Phillips et Alexandra Saieh. Oxfam remercie ses collègues dans les bureaux pays et régionaux pour leur assistance dans sa réalisation et souhaite également remercier Fiona Davies, de l'Overseas Development Institute, pour son travail de révision à titre personnel. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour le Conseil danois pour les réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés, Save the Children, le Comité international de secours (IRC), CARE et Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-978-2 en novembre 2015. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

